



Afrocentricité Groupe d'influence
Afrocentricity Think Tank

www.afrocentricity.info
info@afrocentricity.info

CÔTE D'IVOIRE : LE DEFI DE LA CONFIANCE DANS LA RECONSTRUCTION DU LIEN SOCIAL

Dr N'goran Koffi Parfait
Université de Bouaké, Côte d'Ivoire
ngoran_P@webmails.com
11 décembre 2012

A travers la mise en place de la Commission Dialogue, Vérité et Réconciliation (CDVR), la Côte d'Ivoire s'est engagée dans un nouveau processus de réconciliation nationale après la prise du pouvoir par Alassane Ouattara en avril 2011. Mais comment reconstruire la confiance dans une société ivoirienne en proie à un profond délitement du lien social ? Quelles peuvent être les conséquences de la restauration ou non de la confiance sur la stabilité et le développement de la Côte d'Ivoire ? Ce papier part du constat selon lequel la forte polarisation politico-ethnique dans la société ivoirienne ainsi que la prégnance de la rhétorique identitaire et des antagonismes dans le jeu politique rendent incertaine l'issue de cette entreprise de réconciliation nationale. A contrario, c'est l'investissement dans la confiance qui peut garantir une stabilité durable et atténuer les risques d'implosion du pays.

1. De la Côte d'Ivoire du « miracle » à la Côte d'Ivoire des mirages : violences politiques et décomposition du lien social

Qu'on l'admette ou non, le monde est aujourd'hui confronté à un ébranlement des certitudes. Les promesses de prospérité économique et de stabilité politique laissent place çà et là, à un lot de pauvretés et de violences politiques. Naguère pays prospère et modèle de stabilité sociopolitique en Afrique subsaharienne, la Côte d'Ivoire vit une succession de crises économiques et politiques depuis les années 80 que je fais l'hypothèse être l'expression de la déliquescence de son modèle social. L'amenuisement des ressources, les inégalités sociales et surtout la manipulation des particularités identitaires ont fait basculer le pays dans la violence armée en septembre 2002. La recherche d'une solution pacifique à ce conflit a suscité un ballet diplomatique tous azimuts de « peacemakers » internationaux et une troïka d'accords sans impacts réels sur le processus de stabilisation du pays. Seul le compromis politique inter-ivoirien de Ouagadougou en mars 2007 a donné l'espoir d'un retour définitif de la paix. Dans une certaine mesure, l'apaisement du climat sociopolitique suite à cet accord a contribué non seulement à formater les imaginaires pour les élections présidentielles d'octobre 2010, mais aussi à faire naître chez les Ivoiriens une relative confiance en l'avenir. Sous cet angle, les acteurs politiques ont réussi à faire adhérer l'imaginaire social à l'idée que les joutes électorales étaient le sésame pour restaurer la cohésion perdue et reconstruire la Côte d'Ivoire. Toutefois, ils n'ont pas pris la mesure du



« pari risqué » dans lequel ils engageaient tout le corps social. En effet, la non effectivité de la réunification du pays et des deux armées belligérantes (FDS et FAFN), les crispations observées dans le jeu politique avant les échéances électorales étaient symptomatiques du déficit de confiance entre les acteurs politiques ivoiriens et de la raideur de la corde¹ sur laquelle devraient se tenir ces élections. De ce point de vue, la crise ivoirienne est aussi et surtout une crise de confiance.

2. La fabrique des illusions dans le jeu politique ivoirien et ses risques dans la construction de la Côte d'Ivoire

Dans l'optique des théoriciens de la confiance, une société ne peut se faire sans une dose de confiance entre les acteurs qui participent à sa construction : confiance mutuelle, dans un destin commun, confiance en l'avenir, etc. Les risques sur l'avenir sont grands lorsqu'une société est confrontée à un affaïssement de la confiance non seulement entre les acteurs sociaux, mais aussi entre ceux-ci et les institutions qui les gouvernent. Dans le cas ivoirien, l'issue dramatique des élections présidentielles laisse penser qu'au fond, les actions d'éclats telles que la « flamme de la Paix » à Bouaké ainsi que les discours d'apaisement n'ont pas produit une véritable catharsis collective. A la limite, tout se passe comme si elles ne s'inscrivaient que dans la logique d'un « bluff politique » des parties en conflit ; bluff qui a néanmoins bénéficié de l'adhésion d'une population elle-même illusionnée et impatiente de choisir celui qui allait « sauver » la Côte d'Ivoire. Au bout du compte, la « corde » sur laquelle se sont tenues les élections présidentielles s'est rompue. La guerre induite par le différend sur les résultats controversés de ces élections a ravivé les haines et accentué la fracture sociale. Et jusque-là, les initiatives de la CDVR ne parviennent pas à panser les plaies. Le blocage du dialogue politique, la virulence des discours des acteurs politiques ainsi que les attaques répétées contre les FRCI montrent qu'il y a des risques énormes de conflagration sociale. Dans un tel contexte, comment peut-on reconstruire la confiance dans le champ politique et partant, dans le corps social ?

3. Rebâtir l'économie pour restaurer la confiance ou restaurer la confiance pour rebâtir l'économie ? Le dilemme ivoirien

A ce niveau, on peut faire l'hypothèse que la relance de l'activité économique en contribuant à réduire la pauvreté apaisera les tensions politiques et relèvera le stock de confiance au sein de la société ivoirienne. La confiance sociétale se construirait alors à partir de l'économie. Mais les choses ne sont pas aussi simples. En effet, dans l'optique de Peyrefitte², ce n'est ni l'accumulation du capital, ni la disponibilité du travail mais bien la confiance en tant que « tiers facteur immatériel » qui est le facteur déclencheur des transformations



socioéconomiques et politiques des sociétés humaines. On retrouve une thèse similaire chez Fukuyama³ pour qui le dynamisme économique d'une nation est corrélé à la confiance que les individus, et plus particulièrement les travailleurs à l'intérieur de l'entreprise, ont les uns envers les autres. Or en laissant des blessures physiques mais aussi et surtout symboliques, les violences politiques pré et post-électorales en Côte d'Ivoire ont érodé le niveau de confiance entre les communautés et entre les acteurs politiques. De mon point de vue, c'est de la radioscopie de ces douleurs vécues et de leur traitement que peuvent émerger la rupture du cycle de violences et le retour de la confiance au sein de la société ivoirienne. Toutefois, il s'agira dans ce sens de fonder la reconstruction du lien social sur ce que Braud⁴ appelle une politique de considération. Celle-ci reposerait sur des actions à haute valeur symbolique capables de produire une influence modératrice sur la probabilité d'un retour aux violences. L'invitation au pardon et à la réconciliation est une violence supplémentaire pour les communautés et les acteurs politiques si l'on fait l'impasse sur la nécessité de traiter ces violences et d'inventer des mécanismes de réparation. Mais en l'état actuel, rien n'est assuré. La résurgence de l'arrogance politique, la construction des logiques de bouc émissaire ainsi que la judiciarisation à outrance des affaires de la cité sont contreproductives et font le lit de tensions politiques susceptibles de renforcer les antagonismes et de plomber aussi bien l'entreprise de réconciliation nationale que l'invention d'une société ivoirienne pacifique. NKP.

¹ Akindès, F. (2010). « Côte d'Ivoire : une élection sur la corde raide », in *CERI/Alternatives Internationales*.

² Peyrefitte, A. (1995). *La société de confiance*, Odile Jacob : Paris.

³ Fukuyama, F. (1995). *Trust. The Social Virtues and the Creation of Prosperity*, Simon and Schuster : New York.

⁴ Braud, P. (2004). *Violences politiques*, Seuil : Paris.